

Chapitre IV. Profil des répondants

Les répondants qui ont participé à cette étude présentent une diversité de profils en termes d'âge, de sexe, d'occupation professionnelle et de niveau d'éducation. Ils proviennent de trois catégories d'immigration (travailleurs qualifiés, regroupement familial et réfugiés) et ils sont arrivés au Québec à divers moments depuis les années 1970. Malgré ces différents profils et parcours migratoires, nos participants partagent tout de même certains points communs, notamment en ce qui a trait aux raisons qui les ont amenés à immigrer et à leur classe sociale au Pérou – la majorité d'entre eux s'identifiant à la classe moyenne ou moyenne élevée péruvienne. Dans ce chapitre, nous explorerons plus en détail le profil des répondants.

Dans un premier temps, nous nous pencherons sur les caractéristiques sociodémographiques des participants (âge, sexe, année d'arrivée au Québec, catégorie d'immigration, situation occupationnelle et éducation). Il va sans dire que le profil sociodémographique d'une personne immigrante aura un impact sur son mode d'intégration dans la société d'accueil (Labelle, 2015a). Aux États-Unis, le sociologue Alejandro Portes (2000 : 275) souligne que contrairement aux immigrants du début du vingtième siècle – qui joignaient massivement les rangs des classes populaires –, les immigrants d'aujourd'hui intègrent toutes les classes actives économiquement (*economically active classes*) de la société d'accueil. Les immigrants contemporains peuvent faire partie de différents groupes sociaux – des *elite workers* (scientifiques, professionnels et artistes) aux *petty entrepreneurs* (des petits entrepreneurs qui ont un certain capital et une expertise en

affaires), en passant par les *common workers* (les travailleurs semi-qualifiés et non qualifiés) (Porte, 2000 : 276). Dans le cas de notre étude, les impacts en matière de classe sociale se sont avérés. Les immigrants plus aisés, par exemple, ont eu davantage de ressources financières pour faciliter leur installation dans le nouveau pays¹⁸.

Après avoir présenté le profil sociodémographique de notre échantillon, nous examinerons ensuite les raisons qui ont motivé les Péruviens à immigrer au Québec. Malgré une diversité de parcours et d'expériences migratoires, les répondants ont identifié différentes raisons qui peuvent être regroupées en quatre catégories interreliées (soit l'insécurité, la qualité de vie, les conditions de travail et l'avenir des enfants). Puisque le processus de migration débute dans le pays d'origine, il est important d'examiner ce qui amène les gens à partir (et parfois à revenir). Considérer les conditions de vie – ainsi que le contexte politique, économique et social – dans la société de départ permet de mettre en contexte les attentes des immigrants en regard de leur projet d'immigration. Qui plus est, comme l'explique Stéphanie Garneau au sujet des migrants marocains, « la construction du parcours d'émigration et d'établissement dans la société d'accueil est fonction des origines socioéconomiques et de l'histoire migratoire et familiale des migrants » (2008 : 166). À l'opposé de l'approche du nationalisme méthodologique – qui tend à concentrer l'analyse seulement sur la société d'accueil (voir entre autres Mazzella, 2014)¹⁹ –, nous prendrons ici

¹⁸ Bien que la majorité des répondants ont dit appartenir à la classe moyenne au Pérou, il y a tout de même des variations à l'intérieur de cette catégorie. En fait, les différents positionnements à l'intérieur de cette catégorie englobante ont eu un impact sur l'expérience migratoire. Certains répondants avaient accès à beaucoup plus de ressources financières (de leur famille, entre autres) pour faciliter leur arrivée au Québec, alors que d'autres ne pouvaient compter que sur eux-mêmes au plan financier. Nous y reviendrons dans la troisième section de ce chapitre.

¹⁹ Dans le domaine des études sur l'immigration, le nationalisme méthodologique est critiqué parce qu'il tend à se servir de l'État-nation comme seule unité d'analyse, sans toutefois explorer le contexte transnational des (im)migrants (voir Labelle, 2015a et Mazzella, 2014). En revanche, une approche transnationale, qui tient compte du pays d'origine des immigrants (et des liens transnationaux qu'ils peuvent entretenir avec les membres des diasporas internationales) à toutes les étapes du projet migratoire et des possibles va-et-vient constants entre l'ici et l'ailleurs, donne lieu à une analyse plus approfondie, en termes d'intégration, d'insertion socioéconomique, de réseautage et de constructions identitaires, notamment. Par exemple, dans le cas des immigrants péruviens qui ont participé à cette étude, poser le regard à la fois sur le pays d'origine et le pays d'accueil a permis d'identifier en quoi leurs liens transnationaux ont contribué à leur insertion dans la nouvelle société.

en compte, quoique brièvement, le contexte de départ des Péruviens, ainsi que leurs caractéristiques socioéconomiques et leur histoire migratoire et familiale. Commençons par présenter notre échantillon.

4.1 Présentation de l'échantillon

Au total, 24 personnes ont participé aux entrevues, soit 12 femmes et 12 hommes. Les entretiens ont été réalisés dans les villes de Montréal et de Québec entre les mois de mai 2015 et janvier 2016. Les quatre critères de participation à la recherche étaient les suivants : être né au Pérou, être arrivé au Québec depuis au moins trois ans, être arrivé au Québec à l'âge adulte et avoir plus de 18 ans. Le tableau 1 offre un portrait plus précis des différents participants comprenant leur sexe, leur âge, leur ville de résidence, l'année d'arrivée au Québec, le statut d'immigration (accepté via le regroupement familial, en tant que travailleur qualifié ou réfugié), l'occupation au Pérou, le plus haut diplôme obtenu et l'occupation actuelle au Québec. Rappelons que notre échantillon offre une diversité de profil et qu'à plusieurs égards, il reflète tout de même assez bien le portrait global de l'immigration péruvienne au Québec au cours des dernières années.

Autant d'hommes que de femmes ont participé aux entrevues. La parité homme/femme était une condition presque *sin qua non* à la complétion de ce projet. D'une part, cette parité a permis d'avoir un échantillon représentatif de la communauté péruvienne en ce qui a trait au sexe. D'autre part, cet équilibre entre les sexes a permis d'effectuer une analyse genrée du corpus de données et de comparer les expériences d'immigration selon les sexes.

L'âge des répondants est aussi diversifié, se situant entre 25 et 69 ans. On retrouve des répondants appartenant aux trois catégories d'immigration, avec une très forte majorité de travailleurs qualifiés. L'année d'arrivée varie de 1970 à 2012. L'occupation au Pérou reflète le profil des nouveaux arrivants en général, avec une majorité de professionnels œuvrant dans différents domaines, des étudiants et d'autres catégories occupationnelles. Le plus haut diplôme obtenu (incluant les niveaux secondaire et postsecondaire) et l'occupation actuelle au Québec varient d'un répondant à l'autre. La section suivante présente de manière plus détaillée différentes caractéristiques des répondants.

Tableau 1 : Profil des personnes interviewées²⁰

Nom ²¹	S	Âge	Ville	Année arrivée	Statut	Occupation au Pérou	Diplôme	Occupation actuelle
Claudia	F	69	Montréal	1970	Famille	Enseignante	Baccalauréat	Retraitée (gardiennne d'enfants)
Monica	F	52	Montréal	1983	Famille	Étudiante	Maîtrise	Femme de ménage*
Andrea	F	51	Québec	1991	Réfugié	Résidente en médecine	Baccalauréat	Analyste financière
Manuel	M	51	Montréal	1991	Réfugié	Concierge	Secondaire	Propriétaire (Pizzeria)
José	M	49	Montréal	1993	Réfugié	Technicien en télédiffusion	Diplôme collégial	Contremaître (Entretien ménagé)*
Cristina	F	39	Québec	2000	Travail	Étudiante	Maîtrise	Technicienne*
Emilia	F	45	Québec	2002	Travail	Adjointe administrative	Maîtrise	Agente administrative*
Hector	M	35	Montréal	2002	Famille	Étudiant	Secondaire	Chef d'équipe manufacture
Alberto	M	40	Montréal	2004	Travail	Comptable	Baccalauréat	Vérificateur-comptable
Angel	M	56	Montréal	2004	Travail	Pharmacien	Baccalauréat	Cuisinier*
Mario	M	51	Montréal	2004	Travail	Aide-comptable	Baccalauréat	Agent de recouvrement*
Pablo	M	52	Montréal	2004	Travail	Chef régional d'une caisse	Maîtrise	Représentant en assurance*
Ricardo	M	39	Montréal	2005	Travail	Journaliste	Baccalauréat	Technicien informatique*
Paula	F	41	Québec	2006	Famille	Secrétaire	Baccalauréat	Mère au foyer
Gabriela	F	38	Québec	2008	Travail	Étudiante	Baccalauréat	Technicienne*
Hugo	M	34	Montréal	2008	Travail	Étudiant	Doctorat	Biologiste*
Enrique	M	43	Montréal	2009	Travail	Gestionnaire prêts bancaires	Baccalauréat	Agent de service à la clientèle*
Valentina	F	36	Québec	2009	Travail	Architecte	Maîtrise	Technicienne soumission*
Veronica	F	38	Montréal	2009	Travail	Étudiante	Baccalauréat	Analyste-programmeur*
Daniela	F	25	Québec	2010	Famille	Étudiante	Baccalauréat	Agente administrative
Sofia	F	46	Québec	2010	Études	Étudiante	Maîtrise	Étudiante
Liliana	F	36	Montréal	2011	Travail	Économiste	Maîtrise	Conseillère en formation*
Miguel	M	42	Montréal	2011	Travail	Ingénieur en télédiffusion	Baccalauréat	Technicien sur appel*
Victor	M	34	Québec	2012	Travail	Ingénieur civil	Baccalauréat	Livreur*

Note : L'étoile (*) signifie que l'occupation requiert un diplôme moins élevé que celui obtenu.

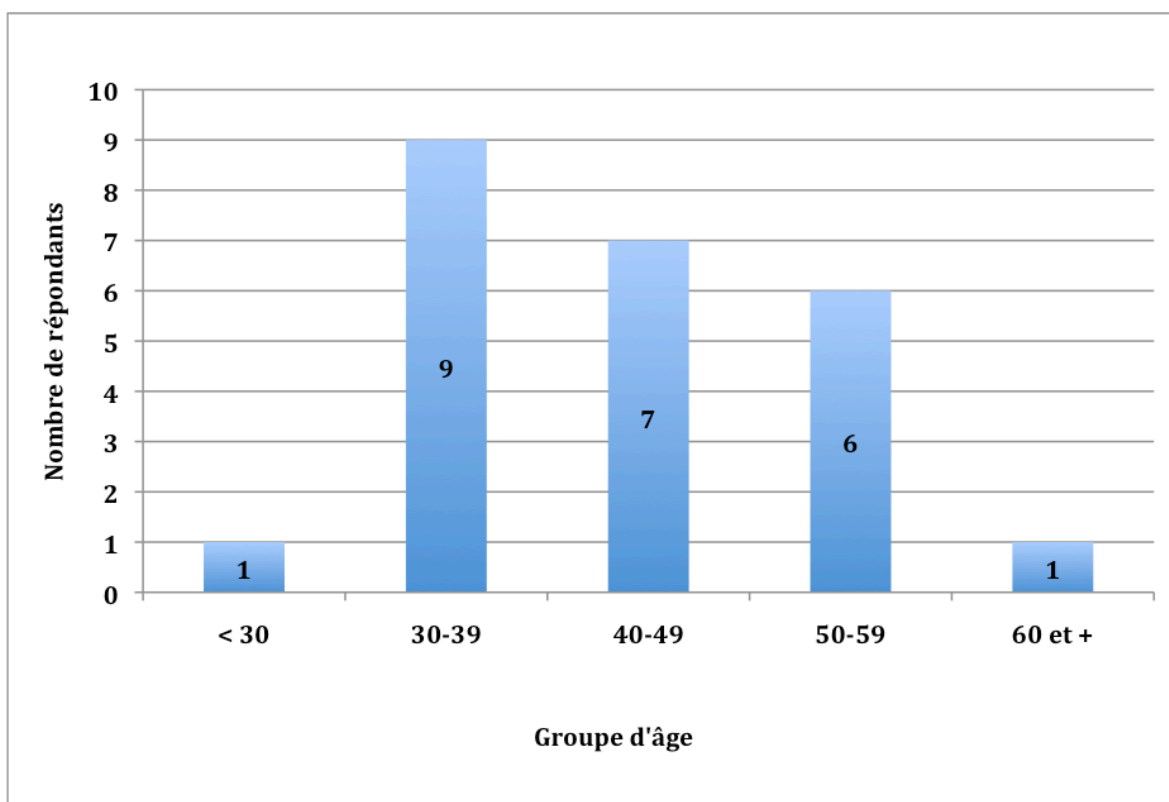
²⁰ Les personnes interviewées sont présentées selon leur année d'arrivée au pays.

²¹ Tous les noms sont des pseudonymes afin de préserver l'anonymat des personnes interrogées.

4.1.1 L'âge des répondants

La répondante la plus jeune avait 25 ans au moment de l'entrevue et la plus vieille, 69 ans. L'âge moyen des répondants était de 43,42 ans. Plus précisément, une personne avait moins de 30 ans, neuf répondants étaient âgés entre 34 et 39 ans, sept, entre 40 et 49 ans, six, entre 51 et 56 ans et une avait plus de 65 ans (voir la Figure 3). Mis à part la personne de 25 ans et celle de 69 ans, tous les autres répondants étaient âgés entre 34 et 56 ans, ce qui correspond à une période de la vie où les gens sont actifs au plan professionnel.

Figure 3 : Répartition des répondants selon le groupe d'âge (N=24)

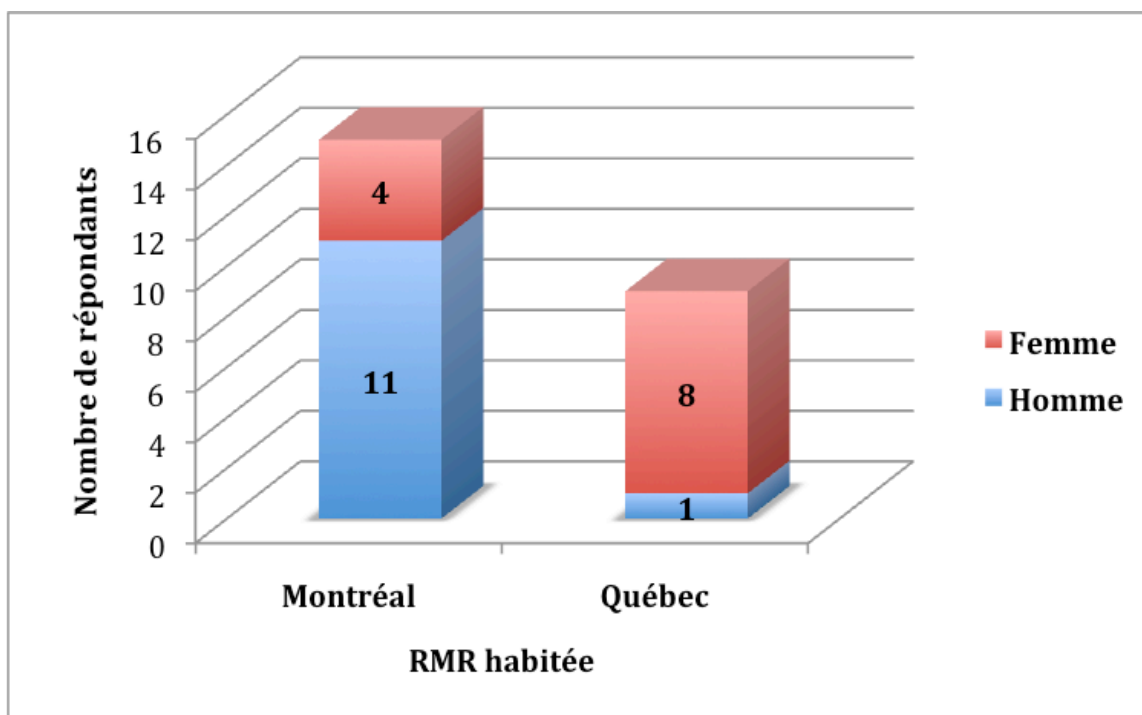


4.1.2 La RMR des répondants

J'ai tenté le plus possible de recruter autant de participants dans les deux régions métropolitaines de recensement (RMR) à l'étude. Au final, il y a une légère surreprésentation des participants habitant la RMR de Montréal, soit 15 participants sur 24, correspondant à 62,5% du total. Par le fruit du hasard, beaucoup plus de femmes que

d'hommes ont été recrutées à Québec (soit 8 femmes et un homme) alors que l'on retrouve la situation inverse à Montréal (11 hommes versus 4 femmes) (voir la Figure 4).

Figure 4 : Répartition des répondants selon le sexe et la RMR habitée (N=24)



Une des raisons qui pourrait expliquer ce résultat est peut-être attribuable à la méthode de recrutement. À Montréal, la plupart des répondants ont été recrutés lors de deux festivals péruviens. Bien que j'aie approché autant d'hommes que de femmes lors de ces activités festives, la gent masculine a été beaucoup plus réceptive à l'égard de mon projet de recherche. J'ai remarqué que les hommes venaient aux festivals plus souvent seuls ou entre amis. De ce fait, ils étaient davantage disposés à m'écouter et à prendre le temps de connaître mon projet. Les femmes, quant à elles, étaient souvent aux festivals avec leur famille. Occupées à surveiller leurs enfants ou à discuter avec d'autres membres de leur famille, les Péruviennes semblaient moins intéressées à me parler et j'ai essuyé plusieurs refus lorsque j'ai approché ces dernières pour leur présenter de mon projet. Puisque j'ai aussi utilisé la méthode dite « boule de neige », plusieurs hommes de Montréal m'ont référée à leurs amis et connaissances et ceux-ci étaient aussi de sexe masculin.

En comparaison avec Montréal, la population péruvienne de Québec est beaucoup plus petite (elle était estimée à 380 personnes en 2011) et il n’y a pas de grands festivals péruviens dans cette ville. J’ai donc recruté la majorité des participants de la RMR de Québec via les associations communautaires. Ces dernières étant composées majoritairement de femmes, j’ai été en contact avec davantage de Péruviennes que de Péruviens à Québec. Ici aussi, la méthode dite « boule de neige » a fait en sorte que les femmes interviewées m’ont référée à d’autres femmes. La figure 4 illustre la répartition des répondants selon le sexe et la RMR habitée.

4.1.3 L’année d’arrivée au Québec et la catégorie d’immigration

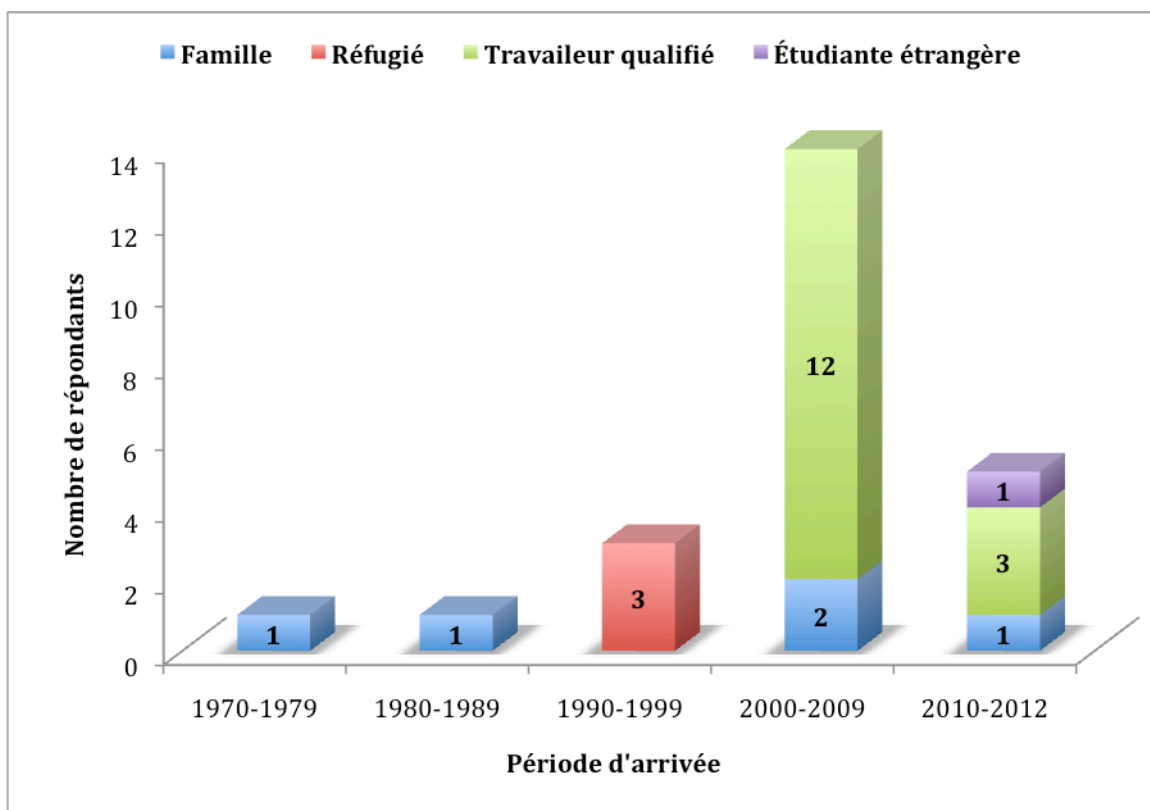
La grande majorité des répondants qui ont participé à cette étude sont arrivés au Québec à partir des années 2000, soit 19 répondants sur 24, correspondant à 70,8% du total. Parmi ces derniers, sept répondants ont immigré au Québec entre 2000 et 2004, sept entre 2005 et 2009 et cinq entre 2010 et 2012. Pour ce qui est des autres vagues d’immigration, trois ont immigré au début des années 1990 (entre 1991 et 1993), une en 1983 et une en 1970.

Mis à part trois répondants qui ont immigré grâce au regroupement familial et une étudiante étrangère, tous les autres répondants qui sont arrivés dans les années 2000 ont été admis au Canada en tant que travailleurs qualifiés, soit 15 répondants sur 19. Ce constat reflète bien la réalité actuelle au plan provincial, puisque la majorité des nouveaux immigrants accueillis récemment au Québec appartiennent à cette catégorie. En 2014, par exemple, 57,7% des immigrants admis au Québec étaient des travailleurs qualifiés (MIDI, 2015a).

Les trois répondants arrivés au début des années 1990 ont tous été reçus en tant que réfugiés. En raison de la situation sociopolitique précaire qui avait cours au Pérou dans les années 1990 (avec la violence liée aux affrontements entre l’État et les guérillas du Sentier lumineux, notamment), il n’est pas surprenant que ce soit uniquement durant cette période que l’on retrouve les trois seuls participants qui ont été admis en tant que réfugiés. D’ailleurs, la période 1991-1992 a connu un boom de réfugiés péruviens avec l’admission

de 406 demandeurs d'asile en provenance du Pérou durant ces deux années (Québec, ministère de l'Immigration et des communautés culturelles, 2009, cité dans Charbonneau, 2011 : 50). Enfin, la répondante arrivée en 1970 a été reçue au pays parce qu'elle avait épousé un homme d'origine française qui avait immigré au Québec. Elle a donc été incluse dans la catégorie du regroupement familial aux fins de cette étude.

Figure 5 : La période d'arrivée au Québec et la catégorie d'immigration des répondants (N=24)



Note : Le statut d'étudiante étrangère ne correspond pas à une catégorie d'immigration, puisqu'il s'agit d'un statut de résidente temporaire aux fins d'études. J'ai tout de même inclus cette personne dans cette enquête (voir l'explication ci-dessous).

Notons que j'ai aussi inclus une entrevue avec une étudiante étrangère (Sofia), arrivée en 2010. Bien que cette dernière ne fût pas une immigrante reçue, j'ai trouvé que son expérience était très pertinente. Bien sûr, contrairement aux autres immigrants, elle n'a pas eu à se chercher un emploi puisque son séjour n'était que temporaire. Comme je n'avais pas précisé que j'excluais les étudiants étrangers dans mon annonce de recrutement, j'ai tout de

même fait l’entrevue avec elle. Comme il s’agit d’une étude à caractère qualitatif – qui s’intéresse aux questions d’identité et d’adaptation, d’une part et qui, d’autre part, priorise la diversité des parcours – j’ai finalement décidé de garder son témoignage pour cette recherche.

4.1.4 Le dernier diplôme obtenu et l’occupation

La majorité des Péruviens qui ont participé à cette étude possédait un diplôme d’éducation postsecondaire, soit 22 personnes sur 24. Parmi ces derniers, un répondant détenait un diplôme collégial, 13 répondants détenaient un baccalauréat, sept une maîtrise et une personne avait un doctorat. Le tableau 2 présente la répartition des répondants selon le dernier diplôme obtenu.

Tableau 2 : Répartition des répondants selon le dernier diplôme obtenu (N=24)

Dernier diplôme obtenu	Nombre de répondants
Secondaire	2
Collégial	1
Baccalauréat	13
Maîtrise	7
Doctorat	1
Total	24

Malgré leur niveau d’éducation élevé, plusieurs des répondants interrogés occupaient un emploi en deçà de leurs qualifications. Parmi les 21 répondants qui occupaient un emploi au Québec au moment de l’entrevue (l’éducatrice retraitée, l’étudiante et la mère à la maison ont été exclues de ces calculs), 16 d’entre eux étaient en situation de sous-emploi, c’est-à-dire qu’ils étaient surqualifiés pour l’emploi qu’ils avaient. Seuls les deux répondants détenant un diplôme d’études secondaires, ainsi que trois titulaires d’un

baccalauréat, avaient un emploi qui correspondait à leur niveau d'études. Le tableau suivant illustre cette réalité en comparant le diplôme obtenu par rapport au diplôme requis pour le travail des répondants. Notons que l'ensemble des détenteurs d'un diplôme universitaire de deuxième ou de troisième cycle (maîtrise ou doctorat) étaient surqualifiés pour leur emploi au moment de l'entrevue.

Tableau 3 : Diplôme obtenu par rapport à l'emploi occupé (n=21)

Diplôme obtenu	Emploi occupé qui correspond au diplôme	Emploi occupé qui requiert un diplôme moins élevé
Secondaire	2	0
Collégial	0	1
Baccalauréat	3	8
Maîtrise	0	6
Doctorat	0	1
Total	5	16

Résumons les caractéristiques de notre échantillon. En bref, la majorité des participants interrogés dans le cadre de cette étude (22 sur 24) étaient âgés de 34 à 56 ans. À Montréal, plus d'hommes ont participé aux entrevues, alors qu'à Québec, plus de femmes ont pris part aux entretiens. Environ 60 % des répondants (15 sur 24) sont arrivés au Québec à partir des années 2000 en tant que travailleurs qualifiés et la plupart détenait un diplôme universitaire (21 sur 24). Il s'agit donc d'un groupe de personnes éduquées pour la grande majorité. Malgré leur haut niveau d'éducation, les trois quarts des personnes interrogées qui travaillaient étaient en situation de sous-emploi. Attardons-nous maintenant aux raisons qui ont motivé les immigrants péruviens à quitter leur pays.

4.2 À la recherche d'un monde meilleur

Prendre la décision de quitter son pays pour s'établir dans un autre endroit n'est jamais un choix facile. En fait, s'agit-il vraiment d'un choix ? La réponse varie selon chaque personne qui entreprend un processus migratoire. Pour les réfugiés qui ont quitté le Pérou dans les

années 1980 et 1990 durant la période du conflit armé, la question du choix se pose moins. José, arrivé en 1993, ainsi que Manuel et Andrea, arrivés en 1991, ont tous les trois demandé et obtenu le statut de réfugié au Canada parce qu'ils considéraient que leur vie était en danger au Pérou. Rester au Pérou n'était plus une option pour eux. José, par exemple, était caméraman pour une chaîne de télévision nationale et il avait été pris en otage à quelques reprises à bord de son camion alors qu'il travaillait. Chaque jour, il sentait qu'il risquait sa vie pour accomplir son travail. Il a donc fait une demande d'asile au Canada. Hésitant entre les États-Unis et le Canada, il a choisi ce dernier pays parce qu'il avait la possibilité de faire une demande d'immigration légale et d'obtenir ainsi le statut de réfugié. Hormis José, Manuel et Andrea, qui ont obtenu le statut de réfugié au début des années 1990 (et Sofia, qui était étudiante étrangère), tous les autres participants à cette étude ont été admis de manière permanente au Canada comme travailleurs qualifiés ou dans le cadre d'une réunification familiale. Pour la plupart de ces migrants, la décision de quitter le Pérou a davantage été prise dans une perspective d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

4.2.1 L'insécurité

Lorsque j'ai demandé aux participants de la recherche pourquoi ils avaient décidé de quitter le Pérou, la grande majorité d'entre eux ont d'abord mentionné l'insécurité qui prévalait dans leur pays d'origine, que ce soit pendant ou après la période du conflit armé péruvien²². Ceux qui sont arrivés comme réfugiés dans les années 1990 ont mentionné que la violence liée au conflit armé mettait directement leur vie en danger. Pour les autres, arrivés à partir des années 2000, soit après la période du conflit armé, la sécurité constituait également une raison importante pour quitter le Pérou. La peur constante de se faire voler, d'être victime

²² La période dite du « terrorisme » débute au début des années 1980 et se termine officiellement en 2001 avec l'instauration de la Commission vérité et réconciliation (Boutron, 2013). Par ailleurs, comme l'explique Camille Boutron, la création d'un espace social « post-conflit » en 2001 « ne suffit pas à briser l'extrême polarité qui caractérise la société péruvienne post-conflictuelle » (2013 : 39). Il est donc difficile de tirer une ligne bien droite et définitive entre une période conflictuelle et une période « post-confluctuelle ».

d'un *secuestro expreso* (kidnapping express)²³ ou de violence quelconque faisait partie du quotidien des immigrants. À titre d'exemple, Enrique a immigré au Québec en 2009 en tant que travailleur qualifié. Au Pérou, il travaillait dans le secteur bancaire et il considère qu'il avait un bon emploi. Il a tout de même décidé d'immigrer en citant la sécurité comme raison principale :

Même si j'avais trouvé un bon travail, il y avait des questions sociales qui m'ont amené à prendre la décision de venir ici. La principale raison c'est la sécurité. Quand j'étais là-bas [...], j'ai subi deux fois un vol. Pour plusieurs de mes amis, ma famille, il y a eu des cas où il y avait de la violence, des petits *secuestros* [kidnapping]. Maintenant, il y a beaucoup de façon de faire des choses comme ça. Je te prends, je t'amène à une ATM, un guichet, ça va être cinq minutes, mais avec un pistolet, ou quelque chose, tu marches dans la rue, on entre dans le guichet, tu sors l'argent et c'est tout. C'est la peur d'avoir des expériences mauvaises comme ça. Mes parents aussi, des voleurs étaient rentrés chez eux. C'est la sécurité. Même par exemple, dans la rue, le trafic, c'est terrible. Des voitures tout le temps. Ce sont des choses qui, moi, particulièrement, je n'aime pas ça. [...] Je suis très sensible à ces choses-là. C'est important pour moi de traverser la rue en toute sécurité (Enrique, entrevue M7²⁴).

Ici, l'insécurité semble toucher plusieurs sphères de la vie quotidienne et prendre diverses formes selon les contextes : à la maison, à l'extérieur, ou en traversant la rue, on risque de se faire cambrioler, voler ou frapper par une voiture. Pour Christina, qui est arrivée au Québec en l'an 2000, l'insécurité était telle qu'elle ne voulait pas que ses futurs enfants et sa famille reste au Pérou. D'abord admise comme étudiante étrangère, elle a par la suite entrepris des démarches de résidence permanente pour être finalement acceptée au Québec quelques années plus tard en tant que travailleuse qualifiée. Elle a pris la décision d'immigrer en pensant à ses futurs enfants et à sa famille :

Je suis de la génération du terrorisme. Ça veut dire que je suis vraiment de la génération où il y avait des voitures piégées, des tours d'édifices tombées. [...] C'est comme en Colombie maintenant, les gens pouvaient... Ils vivaient, on avait une vie normale, mais en même temps, il y avait tout le temps le risque de trouver quelque chose qui pouvait t'arriver. J'étais quand même dans un milieu assez protégé, à la

²³ Une personne peut être victime d'un « kidnapping express » lorsqu'elle se fait amener de force à un guichet automatique pour y retirer de l'argent. Elle est donc kidnappée le temps d'effectuer la transaction et libérée une fois l'argent remis à son agresseur.

²⁴ Pour préserver la confidentialité, j'ai utilisé des pseudonymes pour chacun des répondants, soit des prénoms qui étaient populaires au Pérou. La lettre F ou M permet d'identifier le genre du répondant (féminin ou masculin) et le numéro correspond au rang de l'entrevue dans le temps.

capitale. J'avais étudié dans une école privée, mais je savais que dès que je finissais l'école, que je commençais à vivre la vraie vie, si j'allais dans une université publique, c'est là que ça a été un choc. J'ai compris que le monde était tout à l'envers et que c'était dangereux. Et c'est là qu'il y a eu justement les pires moments, quand je suis sortie de l'école privée, dans les années 1990. Je ne sais pas si tu as entendu parler de ça. Il y avait l'ambassade du Japon qui avait été prise en otage. C'était la pire année et il y avait beaucoup de violence dans la rue. Les gens se faisaient kidnapper, voler, etc. Il y a eu un épisode où je me suis fait voler et cela m'a beaucoup marqué. Alors, j'ai quand même appris à vivre, mais dans ma tête c'était clair que je ne voulais pas que mes enfants restent là et des années après, je ne voulais pas que ma famille reste là (Christina, entrevue F13).

4.2.2 La qualité de vie

Relativement à l'insécurité et à la violence, plusieurs participants ont révélé qu'ils avaient quitté le Pérou parce qu'ils étaient à la recherche d'une meilleure qualité de vie. Certains répondants avaient voyagé dans d'autres pays et ils avaient ainsi découvert qu'il était possible de vivre différemment et d'avoir accès à une meilleure qualité de vie à l'extérieur du Pérou. Parmi ces derniers, Alberto a quitté le Pérou en 2004 avec sa conjointe. En tant que comptable, il a été accepté au Canada comme travailleur qualifié. C'est à la suite d'un séjour en Allemagne, alors qu'il était en visite chez sa sœur, qu'il a réalisé qu'il voulait émigrer. Il explique ce changement de perspective ainsi :

Dans les années 1990, j'ai visité l'Europe. J'ai passé un mois et demi chez ma sœur en Allemagne. J'ai visité plein de villes. J'ai visité l'Europe et ça a changé à cent pour cent mon point de vue, et là, cela a tout changé mes idées, mes projets et tout ça. Et là, j'ai dit ça c'est le style de vie que j'aimerais avoir. La qualité de vie est beaucoup, beaucoup supérieure et j'ai réalisé qu'ailleurs la qualité de vie est beaucoup supérieure à ce que j'avais au Pérou. Tout est mieux (Alberto, entrevue M6).

Enrique a aussi eu une expérience de voyage similaire. À 23 ans, il est allé en Norvège et « à partir de là », il s'est dit « pourquoi ne pas habiter dans un autre pays qui va me donner une meilleure qualité de vie ? » (entrevue M7). En fait, dans la majorité des entrevues, le thème de la qualité de vie revient à différents moments au cours de l'entretien. Par exemple, lorsque j'ai demandé à Hugo ce qu'il aimait au Québec, il m'a tout de suite répondu que c'était la qualité de vie :

Qu'est-ce que j'aime ici ? Mais évidemment ce que j'aime beaucoup, c'est la qualité de vie. Tout Péruvien qui arrive ici, il reste juste une semaine, deux semaines, la

première chose qu'il va dire c'est ça. Oui, la qualité de vie ça n'a rien avoir comparativement au Pérou (Hugo, entrevue M22).

Compte tenu du contexte socioéconomique péruvien, il n'est pas surprenant que les immigrants péruviens soient à la recherche d'une meilleure qualité de vie. En 2004, par exemple, 58,5 % de la population péruvienne vivait sous le seuil de pauvreté (Sánchez Aguilar, 2012 : 45). Quelques années plus tard, ce taux avait diminué pour atteindre 30,8 % en 2010 et 28,0 % en 2011. Malgré cette réduction de la pauvreté, le Pérou demeure toujours une société inégalitaire. Mis à part l'année 2009, le coefficient de Gini du Pérou s'est situé au-dessus de 0,5 durant toutes les années deux mille (Lavrard-Meyer, 2012). Notons que le coefficient de Gini est utilisé pour mesurer les inégalités de revenus dans une société. Une valeur nulle indique une égalité parfaite (où tous ont le même revenu) et à l'inverse, la valeur 1 révèle une inégalité complète (où la personne la plus riche dispose de la totalité du revenu disponible). À titre de comparaison, le Danemark, considéré comme un pays égalitaire, avait un coefficient de Gini de 0,251 en 2011 et le Canada, quant à lui, un coefficient de Gini de 0,314 cette même année (OCDE, 2015). Selon l'Observatoire des inégalités (2016), un coefficient de Gini de 0,4 et plus représente un seuil critique. Ajoutons aussi que pour la période 2003-2004, le décile des foyers les plus riches possédait 42 % du revenu total du Pérou, alors que 50 % des foyers les plus pauvres ont reçu 16 % du revenu total national (Sánchez Aguilar, 2007 : 117). Dans leur analyse portant sur la transformation des ménages au Pérou entre 1999 et 2009, Fuertes et Velazco (2013) soulignent également la vulnérabilité de la classe moyenne péruvienne en raison d'une multiplicité de facteurs, à la fois économiques et politiques. D'une part, « l'activité économique informelle de la classe moyenne entraîne une volatilité accrue des revenus, dans un contexte d'absence de protection sociale » (Fuertes et Velazco, 2013 : 36). D'autre part, l'État a délaissé les politiques sociales universelles (visant les classes moyennes) pour miser uniquement sur la lutte contre la pauvreté (Fuertes et Velazco 2013 : 37). Ainsi, avec un taux de pauvreté élevé, la présence de fortes inégalités sociales et une classe moyenne vulnérable, il n'est pas étonnant que plusieurs Péruviens souhaitent émigrer.

4.2.3 Les conditions de travail

La question de la qualité de vie a aussi été abordée sous l'angle du travail au Pérou. Les participants déplorent entre autres le manque de travail formel, les longues journées de travail, les bas salaires et l'obligation d'effectuer des heures supplémentaires non rémunérées. La recherche de meilleures conditions de travail a donc motivé plusieurs participants à émigrer. Gabriela, par exemple, est partie du Pérou pour aller étudier en Allemagne. Elle est restée quelques années en Belgique par la suite, pour finalement immigrer au Québec en 2008 comme travailleuse qualifiée. Elle explique bien comment sa situation précaire au travail l'a poussée à quitter le Pérou :

Moi, j'étais engagée dans une entreprise, ça faisait trois mois qu'ils ne me payaient pas, puis c'était gênant de cogner à la porte pour demander : « Monsieur, pourquoi vous ne me payez pas ? ». Ils nous donnaient des ordinateurs, des choses comme ça, au lieu de l'argent. Et moi je disais, je ne peux pas rester ici, j'ai fait des études pourtant. Il n'y a pas de travail et si je trouve quelque chose, c'est très informel. Donc tout ça m'a poussé. J'ai dit : « Bien, je vais aller quelques années étudier dehors, à l'étranger ». Puis, grâce à Dieu, j'avais les moyens. Ma mère m'a dit : « Je vais t'aider s'il le faut. Puis après, tu pourras trouver un emploi. » Non, c'est pour ça que j'ai quitté mon pays (Gabriela, entrevue F12).

Dans cet extrait d'entrevue, Gabriela révèle que même si elle avait « fait des études », elle ne parvenait pas à trouver un emploi formel avec un salaire décent. Emilia, une autre répondante, abonde dans le même sens. Même en cumulant deux emplois au Pérou, elle ne parvenait pas à générer suffisamment de revenus pour habiter seule et elle devait donc louer une chambre chez sa sœur. Emilia a quitté le Pérou en 2002 pour entreprendre une maîtrise à Rimouski. Après ses études, elle a obtenu sa résidence permanente en tant que travailleuse qualifiée. Alors que nous discutons de son parcours migratoire, je lui ai demandé si c'était surtout son projet d'études au Québec qui l'avait amenée à quitter le Pérou. Selon elle, « c'est plus que ça ». Comme bien d'autres personnes interrogées pour cette étude, le fait d'avoir voyagé et d'avoir connu une autre réalité l'a incitée à quitter le Pérou. De plus, le désir de s'épanouir aux plans professionnel et personnel a eu une incidence importante sur sa décision de partir. Comme elle explique, rester au Pérou ne lui permettait pas d'avoir une stabilité au travail et de ce fait, une stabilité émotionnelle. L'extrait suivant illustre cette quête d'une meilleure qualité de vie aux plans personnel et professionnel :

Geneviève : Qu'est-ce que qui vous a amenée à venir ici ? Est-ce que ce sont vos études ?

Emilia : Je dirais que c'est plus que ça. Le fait d'être sorti du Pérou et d'avoir vécu une autre réalité. [...] Comme par exemple, aller en Europe, aller au Japon, voir une autre réalité, voir, par exemple, que les gens peuvent s'établir, s'épanouir dans leur vie tant professionnelle que personnelle, tandis qu'au Pérou, je ne pouvais pas m'établir selon mon point de vue à moi, parce que je n'avais pas cette stabilité au travail, de stabilité émotionnelle. Je n'avais pas de chum. Je regardais mes collègues, écoute, avec le même salaire, qu'est-ce qu'on va bâtir ensemble ? [...] Chaque fois que je sortais et que je revenais au Pérou, je voyais cette réalité et je me suis dit : « Pourquoi on n'a pas le droit d'avoir ce niveau d'épanouissement, comme personne ? » Parce que là-bas, on travaille, je rentrais à sept heures [du matin] et je sortais à sept heures, huit heures du soir. Il fallait que je travaille à deux places pour avoir un petit peu plus de sous et donc, je ne pouvais pas non plus me permettre d'avoir un chez-moi toute seule parce que ça grignoterait tout mon salaire (Emilia, entrevue F9).

Alors qu'Emilia souligne les bas salaires et les longues heures de travail au Pérou, d'autres, comme Veronica, précisent aussi que les heures supplémentaires ne sont pas nécessairement rémunérées. Pour elle, cette réalité l'a amenée à prendre la décision d'immigrer au Canada. Veronica est arrivée à Montréal en 2009 en tant que travailleuse qualifiée. Elle raconte qu'au Pérou, son salaire était plus élevé que la moyenne, mais qu'elle devait travailler presque toutes les fins de semaine, et ce, sans rémunération supplémentaire :

J'ai travaillé pendant sept ans dans une compagnie du gouvernement péruvien qui s'occupait de la retraite. Je pense que du côté salaire, j'étais contente parce que pour le niveau du Pérou, c'était un salaire plus élevé que la moyenne. Mais le problème, c'est que c'était trop. On travaillait presque tous les weekends, jusqu'à neuf heures et les payes, c'était les mêmes. Il n'existe pas de salaire supplémentaire. Ça, c'est ce qui m'avait... J'ai décidé de chercher d'autres options. La première, c'était de faire une maîtrise en Espagne, parce que nous avons ce choix au Pérou. Mais dans ce trajet, j'ai vu l'option du Canada et aussi parce que j'ai essayé de chercher du travail, changer de travail, mais la situation c'était pareil partout et les salaires n'étaient pas nécessairement les mêmes. Alors, ça, c'est ce qui m'a fait décider de venir ici (Veronica, entrevue F19).

Les témoignages des participants en regard des conditions de travail au Pérou ne représentent pas des cas isolés. Différentes statistiques sur le travail confirment les réalités relatées par les participants à cette étude. Entre les années 1990 et 2000, pendant le régime d'Alberto Fujimori, le salaire réel moyen correspondait à seulement 37,2 % de celui de

1987 (Jimenez, 2012, cité par Fuertes et Velazco, 2013). Cette moyenne est demeurée pratiquement la même durant les années 2000, signifiant que la croissance économique ne s'est pas traduite par un meilleur pouvoir d'achat pour les travailleurs péruviens (Jimenez, 2012, cité par Fuertes et Velazco, 2013). De même, dans un article publié en 2007, Aníbal Sánchez Aguilar note que le chômage touche près de 9 % de la population active et que le sous-emploi « invisible » touche 39 % de la population active, « c'est-à-dire les personnes qui occupent un emploi, qui sont salariés ou indépendants et qui travaillent normalement 35 heures ou plus par semaine, mais dont les revenus sont inférieurs au coût minimum des dépenses d'un ménage » (117). Selon Sánchez Aguilar, ce sont donc « le haut niveau de pauvreté, le manque de travail et les bas salaires qui sont les causes principales de l'émigration des Péruviens » (2007 : 116). À cette liste, nous pouvons ajouter « l'avenir des enfants » comme autre raison pour émigrer.

4.2.4 L'avenir des enfants

Plusieurs participants ont mentionné qu'ils avaient émigré pour offrir un meilleur futur à leurs enfants. Miguel est arrivé en 2011 à Montréal en tant que travailleur qualifié. Son épouse, Liliana, a aussi immigré comme travailleuse qualifiée en même temps que lui. N'ayant pas encore d'enfants, Miguel et Liliana souhaitaient être parents sous peu lors de leur entrevue. Miguel a expliqué qu'il était venu au Québec, non seulement pour lui, mais aussi pour ses futurs enfants. En résumant les différentes raisons qu'il l'on amené à émigrer (« grandir au plan professionnel et personnel », « développer une carrière internationale »), il cite aussi le fait de pouvoir offrir une meilleure qualité de vie pour sa future famille ainsi que la question de la sécurité au Pérou :

Miguel : En mi caso, la motivación fue desarrollar mi nivel profesional y crecer personalmente. Mi idea siempre fue, digamos, desarrollar una carrera internacional. O sea, abrir mis horizontes profesionales. Poder crecer, abrir la mente, por llamarlo así. Crecer personalmente y poder darle a mi familia, a mi futura familia, una mejor calidad de vida.

Geneviève : Ya, como los hijos.

Miguel : Exacto.

Geneviève : Sí, claro. ¿Por su futuro, prefiere que crezcan aquí?

Miguel : Sí, con una mejor calidad de vida.

Geneviève : Una mejor calidad de vida.

Miguel : El tema también de la seguridad. Perú es un país muy bonito, pero lamentablemente, de repente, en el tema de seguridad hay ciertos aspectos que no garantizan una muy buena seguridad²⁵²⁶ (Miguel, entrevue M20).

Daniela tient un discours similaire en ce qui a trait à l'avenir des enfants. Elle pense que la majorité des familles qui émigrent le font pour leurs enfants. Elle ajoute aussi qu'il s'agit d'un « sacrifice » que les parents font pour leurs enfants. Daniela est arrivée en 2010, à l'âge de 18 ans, avec ses parents et son frère cadet. Son père a été admis au Canada comme travailleur qualifié et il a ainsi amené avec lui les membres de sa famille immédiate. Pour Daniela, le projet d'immigration de ses parents est directement lié au mieux-être de leurs enfants. Comme pour Miguel et pour plusieurs autres participants, la sécurité a aussi joué un rôle important dans la décision de quitter le Pérou. Lorsque je lui ai demandé pourquoi sa famille avait émigré, elle m'a répondu ainsi :

Daniela : Entonces ellos querían darnos... Tener más oportunidades para sus hijos, ¿no? Entonces yo creo que esa fue la principal razón, porque como otras familias, la mayoría de peruanos, pienso, según lo que yo veo, son familias ya, los señores que tienen familias, que vienen con sus hijos pequeños. Entonces básicamente pienso que la mayoría de familias peruanas que vienen acá es por sus hijos, ¿me entiendes? Porque los hijos se adaptan fácil y todo eso, y para los adultos es una nueva lengua, cambiar de estilo de vida, pasar por un millón de dificultades. Pienso que es un sacrificio que hacen los papás por los hijos.

Geneviève : Por supuesto.

²⁵ Toutes les entrevues en espagnol sont traduites dans les notes de bas de page. J'ai décidé de garder les citations en espagnol directement dans le texte afin de respecter l'authenticité des propos des répondants. Les traductions sont des traductions libres.

²⁶ **Miguel :** Dans mon cas, la motivation était de développer mon niveau professionnel et évoluer personnellement. Mon idée a toujours été, disons, de développer une carrière internationale. Ou bien ouvrir mes horizons professionnels. Pouvoir grandir, s'ouvrir l'esprit, pour appeler cela ainsi. Évoluer personnellement et pouvoir le donner à ma famille, à ma future famille, une meilleure qualité de vie.

Geneviève : Oui, comme les enfants.

Miguel : Exactement.

Geneviève : Oui, bien sûr. Pour leur futur, vous préférez qu'ils grandissent ici ?

Miguel : Oui. Avec une meilleure qualité de vie.

Geneviève : Une meilleure qualité de vie.

Miguel : La question aussi de la sécurité. Le Pérou est un pays très joli, mais malheureusement, parfois au sujet de la question de la sécurité, il y a certains aspects qui ne garantissent pas une bonne sécurité.

Daniela : Aparte, bueno, la inseguridad quizás, ¿no? Pero yo otorgaría el proyecto de inmigración por dos razones: la seguridad y las oportunidades, básicamente²⁷ (Daniela, entrevue F16).

En bref, les raisons des répondants pour entreprendre un projet d'immigration au Québec (l'insécurité, la recherche d'une meilleure qualité de vie et de travail et l'avenir des enfants) trouvent écho dans la littérature sur l'immigration en général au Québec (voir en autres, Vatz Laaroussi, 2003) et rejoignent les raisons rapportées dans d'autres études portant spécifiquement sur les immigrants péruviens au Québec (Chung Bartra, 2009 et Charbonneau, 2011). Notons que ces raisons semblent être interreliées. L'insécurité au Pérou affecte la qualité de vie et cette dernière est aussi liée à de mauvaises conditions de travail. Les bas salaires, les heures supplémentaires non rémunérées et la précarité d'emploi ont un impact négatif sur la qualité de vie en général, tout comme le sentiment d'insécurité qui prévaut au Pérou. On peut supposer que l'insécurité (qui se manifeste sous différentes formes de violence dans la société et de crimes envers les individus) est liée aux inégalités sociales, en partie liées aux mauvaises conditions de travail²⁸. Dans le but d'offrir un meilleur avenir à leurs enfants, certains parents et futurs parents ont décidé de laisser le Pérou pour un pays qui promet une certaine sécurité sociale et de meilleures conditions de vie et de travail. Le contexte socioéconomique au Pérou est donc directement lié à la décision d'émigrer. Mise à part la recherche commune d'un monde meilleur, mentionnons aussi que la plupart des répondants à cette étude partagent aussi d'autres traits communs, dont l'appartenance à la classe moyenne péruvienne et une histoire familiale les prédisposant à la migration.

²⁷ **Daniela :** Alors, ils voulaient nous donner... Avoir plus d'opportunités pour leurs enfants, non ? Alors je crois que ce fut la raison principale, parce que comme d'autres familles, la majorité des Péruviens, je pense d'après ce que je vois, ce sont des familles maintenant, les adultes qui ont des familles, qui viennent avec leurs jeunes enfants. Alors, essentiellement, je pense que la majorité des familles péruviennes qui viennent ici le font pour leurs enfants, tu comprends ? Parce que les enfants s'adaptent facilement et tout ça et pour les adultes c'est une nouvelle langue, changer de style de vie, passer à travers un million de difficultés. Je pense que c'est un sacrifice que les parents font pour leurs enfants.

Geneviève : Bien sûr.

Daniela : Mis à part, eh bien, de l'insécurité, peut-être, non ? Mais moi, j'approuverais un projet d'immigration pour deux raisons : la sécurité et les opportunités, essentiellement ».

²⁸ Selon une étude réalisée par Wilkinson et Pickett (2011), les pays les plus inégalitaires sont aussi ceux qui offrent une moins bonne qualité de vie pour la majorité. Dans ces pays, la confiance envers les autres est aussi plus faible (sentiment d'insécurité).

4.3 L'impact de l'origine socioéconomique et de l'histoire familiale

Tous les répondants interrogés dans le cadre de cette étude ont dit appartenir à la classe moyenne péruvienne. Un petit nombre de personnes a précisé qu'il s'agissait de la classe moyenne basse (trois personnes sur 24) et cinq répondants ont mentionné qu'ils faisaient partie de la classe moyenne élevée. Dans ce contexte, plusieurs d'entre eux occupaient un emploi qualifié dans leur domaine professionnel (quoique parfois mal rémunéré et à statut précaire) et à l'exception de trois répondants, tous avaient effectué des études universitaires. Bon nombre de répondants avaient aussi une expérience de travail dans leur domaine. Au regard des politiques québécoises et canadiennes d'immigration qui privilégient les travailleurs qualifiés en raison de leur profil professionnel et de leur éducation, ces migrants péruviens correspondent donc tout à fait à ce que le Canada et le Québec recherchent. Le fait que tous les répondants faisaient partie de la classe moyenne au Pérou signifie aussi qu'ils ont parfois eu accès à un certain capital familial, dont une aide financière de leur famille, surtout dans les premiers mois suivant leur arrivée au Québec. En ce sens, la classe sociale des répondants, pour les mieux nantis, est un facteur qui facilite l'installation dans la nouvelle société²⁹.

Pour d'autres, l'appartenance à la classe moyenne s'est traduite par la possibilité de retourner au Pérou si les choses ne se passaient pas comme prévu dans le nouveau pays. Le fait d'avoir développé et gardé des contacts professionnels au Pérou et d'avoir une certaine liberté de mouvement (en raison de ressources financières suffisantes pour se payer un billet d'avion, par exemple) faisait en sorte qu'il était possible d'envisager un retour au pays d'origine pour un bon nombre de répondants. À ce sujet, Victor m'a dit : « Je vais essayer de m'intégrer, je vais essayer de réussir, je vais essayer de devenir un professionnel, un entrepreneur, je ne sais pas. Si ça ne marche pas, j'ai encore mon pays pour retourner et j'ai des amis avec qui j'ai travaillé là-bas » (entrevue M5). Au moment de l'entrevue, Victor habitait la ville de Québec depuis trois ans et il était à la recherche d'un emploi dans son domaine en génie civil. Pour lui, la possibilité de retourner était une option qu'il considérait, mais il se donnait tout de même encore quelques années pour essayer de

²⁹ Nous reviendrons plus en détail sur cet aspect au Chapitre VI, portant sur les réseaux sociaux.

« s'intégrer ». De son côté, Gabriela, s'était dit avant d'immigrer que si elle devait changer d'idée plus tard, elle n'avait qu'à prendre un avion et retourner au Pérou et « c'est fini » (entrevue F12). Il semble également qu'avoir le *choix* de retourner au Pérou si nécessaire favorise un sentiment de contrôle sur sa destinée et d'agentivité par rapport à son projet d'immigration. Emilia illustre bien cette attitude lorsqu'elle explique qu'elle sera toujours « latino » au Québec, mais qu'elle perçoit cette réalité de manière positive, entre autres choses parce qu'elle a fait le choix d'être ici :

C'est sûr que moi, j'ai les traits latino et je serai toujours latino. Les gens quand ils me voient, ils me parlent en espagnol. J'apprécie ça, je me dis, c'est une délicatesse de me parler en espagnol et tout ça. À Rimouski, même chose. Les gens me parlaient en espagnol. Le fait d'être étrangère, ça brise des barrières, les gens sont plus portés à te poser des questions. Pourquoi tu es ici ? Ça, ils trouvent intéressant. Nous, les immigrants, on a un accès facilité. Personnellement, je n'ai vu que des aspects positifs. Je pense aussi que c'est une question d'attitude. On peut être fataliste, on peut être négatif. Moi, je dis toujours, si je suis ici, c'est par choix. Parce que j'ai toujours le choix de retourner au Pérou. Donc, moi je me suis dit c'est mon choix. Je ne regrette pas mon choix parce que je vis bien. J'ai retrouvé cette tranquillité économique, politique, sociale, que j'apprécie (Emilia, entrevue F9).

Pour d'autres, même si un retour avait été possible, prendre une telle décision correspondrait à un échec personnel. Christina, par exemple, m'a expliqué qu'elle était « ouverte à tout, sauf retourner » (entrevue F13). Lorsque je lui ai demandé quelles étaient ses attentes par rapport à son projet d'immigration, elle s'est exprimée ainsi : « Je n'avais pas d'attentes, en fait. Je voulais juste, en fait, je pense que la seule chose que je voulais, tout était ouvert, j'étais ouverte à tout, sauf retourner. Pas parce que je ne voulais pas retourner, peut-être oui, mais c'est parce que cela aurait été un échec » (entrevue F13). Ici, l'option du retour était donc manifestement écartée.

Le fait que plusieurs répondants avaient l'option de retourner révèle un privilège de classe. Une analyse qui prend en compte l'origine socioéconomique des répondants permet de mieux comprendre en quoi la position de classe facilite (ou entrave) l'expérience migratoire. Ici (à l'exception des réfugiés et d'autres cas particuliers – comme ceux qui n'ont pas eu le statut de réfugié officiel, mais qui percevaient que leur vie était en danger au Pérou), seuls les plus fortunés économiquement ont bénéficié de l'option du retour. Ce sont

surtout ceux avec le plus de ressources financières et ayant des membres de la famille ou des amis restés au Pérou qui avaient cette option. Pour les autres, tels les réfugiés ou encore ceux qui n'avaient plus de famille au Pérou, retourner n'était pas une option envisageable. Règle générale, il semble que pour ceux dont le retour était une option, l'expérience migratoire au Québec était davantage perçue comme une stratégie possible, parmi d'autres, pour améliorer sa qualité de vie. Une telle analyse met donc en perspective les attentes de ces immigrants de la classe moyenne. Plusieurs d'entre eux s'attendaient à trouver un emploi satisfaisant, leur permettant d'améliorer leur qualité de vie comparativement à celle qu'ils avaient au Pérou. Comme l'explique Victor Armony (2012), chaque expérience d'immigration est unique. Pour ceux qui laissent derrière un emploi dans leur domaine et un certain statut social, les attentes face au projet d'immigration peuvent être plus élevées.

En lien avec l'origine socioéconomique des répondants, ajoutons aussi leur histoire migratoire et familiale pour mieux comprendre leur établissement dans la société d'accueil. Pour ceux qui avaient vécu ou voyagé en Europe ou aux États-Unis avant d'immigrer, notamment, il semble que l'établissement dans la société d'accueil en ait été facilité. En ayant la chance de visiter un membre de la famille dans un autre pays ou d'avoir vécu ou étudié à l'étranger, certains ont pu apprendre le français ou l'anglais avant d'immigrer. Avant de venir au Québec, Gabriela avait passé plusieurs années en Europe, soit en un an en Allemagne et six ans en Belgique (entrevue F12). Ayant appris parfaitement le français avant de venir au Québec, elle a trouvé qu'elle était avantagée par rapport à ses amis péruviens qui ne parlaient pas le français avant d'immigrer.

Pour ce qui est de l'histoire familiale, notons aussi que quelques répondants avaient fréquenté des écoles péruviennes où une partie de l'enseignement se faisait en français ou en anglais. À ce sujet, Ricardo raconte qu'il a appris le français dans une école privée catholique, dirigée par des religieux français. Il explique que ses parents, deux professionnels de la classe moyenne, ont tout investi dans l'éducation de leurs enfants, alors que « tout l'argent que faisait [s]on père, ça allait dans les écoles privées » parce que, selon Ricardo, les écoles publiques « laissent beaucoup à désirer malheureusement en Amérique du Sud » (entrevue M23). Pour ses parents, il était donc important que leurs enfants

fréquentent une école privée pour recevoir une bonne éducation. Le frère aîné de Ricardo a fréquenté une école privée « complètement en anglais pour les fils d'ambassadeurs et tout ça » (entrevue M23) et les autres enfants de la famille ont été envoyés dans une école privée francophone. Dans l'extrait suivant, Ricardo explique pourquoi ses parents ont décidé d'offrir une éducation en français à leurs enfants, à l'exception de l'aîné de la fratrie :

Donc mon frère le plus âgé, c'est important parce que ça va te faire comprendre toute l'histoire, mon frère le plus âgé est allé dans une école privée complètement en anglais pour les fils d'ambassadeurs et tout ça. Tout était en anglais, puis il suivait des petits cours d'espagnol. Il parle espagnol à la maison. Qu'est-ce que ça fait ? Ses valeurs, ça ne reflétait pas les valeurs de ma famille parce que ce sont les valeurs des gens qui ont beaucoup d'argent. Chose que nous on n'avait pas. Et c'est les valeurs où les États-Unis sont le paradis. En effet, ce frère, aujourd'hui, avec sa famille, il habite au États-Unis. Quand mes parents ont vu ça, ils ont décidé de laisser le premier enfant là, mais les autres frères, on est allé dans une école aussi privée, mais mélangée avec les Sacré-Cœur, c'est les religieux français. Ils ont décidé que le français, c'est la langue de la culture, puis la première langue c'était l'espagnol. Donc, notre première langue c'était l'espagnol et avec des valeurs famille, pays. [...] C'est là où j'ai appris le français, c'est là où j'ai appris l'existence de la France, de la Belgique et du Québec. Donc on est sorti avec des valeurs beaucoup plus socialistes. On a appris l'anglais, mais déjà comme une troisième langue. Donc à ce moment-là, ça, c'était mon parcours (Ricardo, entrevue M23).

En 2005, lorsque Ricardo a été accepté comme résident permanent à titre de travailleur qualifié, il avait le choix entre aller à Toronto ou à Montréal. Parce qu'il parlait l'anglais et le français, il hésitait entre les deux endroits. Finalement, il a décidé de venir au Québec pour la langue française. Il s'est dit : « si je vais laisser mon pays, ma langue, ça va être pour le français, ça ne va pas être pour l'anglais » (entrevue M23). Ayant été éduquée en français au Pérou, Ricardo trouvait qu'il serait plus facile pour lui d'immigrer dans une société francophone. En ce sens, son histoire familiale a eu un impact sur son parcours migratoire et son établissement au Québec.

D'autres répondants ont aussi souligné certains aspects de leur histoire familiale qui ont influé sur leur projet d'émigration. Valentina note que dans sa famille, étudier à l'étranger a toujours été valorisé. Plus jeune, elle avait fait un stage d'étude au Brésil et à la suite de cette expérience, elle s'est décidée à aller vivre dans un autre pays. Valentina, qui avait 36

ans au moment de l'entrevue, est arrivée à la ville de Québec en 2009 comme travailleuse qualifiée. Lorsque je lui ai demandé les raisons qui l'avaient poussée à émigrer, elle explique comment son contexte familial a eu un impact sur sa décision. Elle ajoute aussi que pour sa génération en général, il était plus facile d'immigrer comparativement à la génération de ses parents :

Dans ma famille, on a toujours eu la curiosité pour aller au moins étudier à l'étranger. Alors, ma mère nous a toujours parlé de ça et on a toujours eu ça comme possibilité, peut-être aller faire les études universitaires dans un autre pays. Et alors, dans ma génération il y a des opportunités. Dans la génération de mes parents, ce n'était pas si facile. Mais, dans ma génération, il y avait beaucoup d'immigration vers l'extérieur. Par exemple, quand j'ai fait mon cours d'italien, j'étais entourée d'infirmières partout, parce que l'Italie avait donné des visas pour des infirmières d'Amérique du Sud parce qu'il y avait un manque. Alors, c'était plein d'infirmières qui migraient parce qu'elles partaient avec un contrat de travail (Valentina, entrevue F4).

Ici, non seulement l'histoire familiale de Valentina l'a incitée à immigrer, mais son appartenance à une génération dont les membres avaient davantage accès à l'immigration a aussi eu un impact sur sa décision. Un sondage publié en 2006 dans le journal péruvien *La Republica* vient appuyer les propos de Valentina quant au désir d'émigration des jeunes de sa génération. Selon ce sondage réalisé en 2005 auprès de 600 étudiants universitaires péruviens, 54,7 % d'entre eux planifiaient quitter leur pays (CEDRO, 2006, cité dans Sánchez Aguilar, 2007 : 115). Parmi ces derniers, 49,7 % ont révélé qu'ils quitteraient le Pérou « pour étudier ou améliorer leur éducation, 31,4 % pour travailler ou améliorer leurs conditions de travail, 15,2 % ont indiqué qu'ils partiraient pour améliorer leur qualité de vie et 3,7 % pour entreprendre une affaire » (Ibid.). Dans les faits, ce sont près de deux millions et demi de Péruviens (soit 2 444 634 personnes), tous âges confondus, qui ont quitté le Pérou entre 1990 et 2011, correspondant à 8,2 % de la population totale du Pérou, estimée à près de trente millions de personnes en 2011 (Sánchez Aguilar, 2012 : 81).

4.4 Conclusion

En bref, il ne fait aucun doute que l'origine socioéconomique des immigrants péruviens interrogés a influé sur leur projet d'émigration et sur les premiers temps de l'établissement au Québec par la suite. Par exemple, certains répondants ont mentionné l'aide financière

qu'ils avaient reçue de leur famille restée au Pérou dans les premiers temps de leur arrivée au Québec. D'autres, parmi les plus fortunés économiquement, se disaient qu'il était toujours possible de retourner au Pérou si leur projet d'immigration ne leur convenait plus. Pour ces derniers, ayant la possibilité de mobiliser davantage de ressources, l'immigration n'était pas nécessairement un voyage sans retour possible au pays d'origine (contrairement aux réfugiés ou à d'autres répondants moins nantis qui ne voyaient pas la possibilité d'effectuer un retour permanent au Pérou). Pour ce qui est de l'histoire migratoire et familiale des répondants, ceux qui avaient eu la possibilité de voyager à l'extérieur du Pérou, notamment en Europe ou aux États-Unis, ont mentionné que ces expériences leur avaient permis d'apprendre le français ou l'anglais, facilitant ainsi l'arrivée au Québec. Certains ont révélé que leur éducation reçue au Pérou dans des écoles offrant un enseignement en français et en anglais avait également eu un impact positif sur leur établissement au Québec. Mais qu'en est-il justement de cet établissement au Québec ? Dans le prochain chapitre, nous examinerons plus en détail l'insertion socioéconomique des immigrants péruviens.